



FORUM
INTERNATIONAL DES
PEUPLES AUTOCHTONES
SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

Déclaration du Forum international des peuples autochtones sur le
changement climatique (FIPACC), séance d'ouverture de l'APA/CMA,

7 novembre 2017

Merci, monsieur le président.

Il est judicieux que les Fidji président cette COP, car cela souligne l'urgence de trouver de vraies solutions à la crise climatique. Compte tenu de la relation matérielle et spirituelle directe que nous entretenons avec notre Terre Mère, les peuples autochtones du monde entier sommes les premiers frappés par les effets du changement climatique. Notre dépendance à l'égard des ressources naturelles pour nos moyens de subsistance, notre souveraineté alimentaire et nos modes de vie sont particulièrement menacés par la variabilité du climat et les conditions climatiques extrêmes.

Pendant des millénaires, nous avons vécu en harmonie avec la Terre dans des régions géographiques et des écosystèmes qui sont maintenant les plus exposés aux effets délétères du réchauffement climatique. La fonte des calottes polaires est ressentie depuis des décennies par les peuples autochtones de l'Arctique. Des villages entiers ont été engloutis par la mer. Les nombreuses espèces de gibier et de vie marine qui sont à la base de leurs moyens de subsistance, leur mode de vie et leur culture sont en train de disparaître rapidement. La fonte des calottes glaciaires contribue à l'élévation drastique du niveau de la mer qui affecte les peuples autochtones des petits États insulaires, dans le Pacifique, les Caraïbes, et toutes les régions côtières du monde. Les peuples qui vivent dans les montagnes doivent faire face à la sécheresse, au réchauffement du climat et à la fonte de leurs glaciers, des facteurs qui mettent leur vie en péril. Les forêts tropicales du monde sont très menacées par les mégaprojets pétroliers et miniers, l'agriculture industrielle et les monocultures. Ceux-ci affectent en outre la vie et la culture des peuples autochtones qui vivent dans ces territoires.

Dans d'autres écosystèmes, en particulier sur le continent africain, mais aussi dans d'autres régions du monde, la succession préoccupante de graves épisodes de sécheresse et d'inondation nuit à nos moyens de subsistance et nos modes de vie. Les sécheresses sévères affectent non seulement nos moyens de subsistance à travers le monde, mais réduisent aussi à un rythme alarmant la disponibilité de l'eau sacrée. L'eau, c'est la vie. Des tempêtes violentes, des typhons et des ouragans tuent des gens, détruisent des habitats et minent la souveraineté alimentaire, et nos peuples autochtones deviennent des réfugiés climatiques.

Comme beaucoup d'autres à travers le monde, nous sommes préoccupés par le fait que la véritable solution au changement climatique provoqué par l'homme, à savoir la réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre, ne se matérialise pas. Les CDN promises par les États ne représentent que 50 % des réductions nécessaires pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C. À ce stade, une hausse de 3°C ou plus de la température est prévue à la fin de ce siècle. La température planétaire s'élèvera de manière presque

exponentielle en raison du manque d'ambition des CDN, qui ne traduisent qu'un engagement à préserver le cours normal des activités. Les forages, les infrastructures d'exploitation et la production de combustibles fossiles augmentent. La seule initiative de lutte contre le changement climatique proposée par les États émetteurs de gaz à effet de serre consiste en une large gamme de mesures axées sur le marché, comme les compensations carbone et la tarification du carbone afin de contourner les limitations imposées aux émissions. Ce sont de fausses solutions. Les compensations en elles-mêmes ne représentent pas une réduction des émissions. Il s'agit toujours en fait d'émissions à part entière. Ces compensations représentent seulement une sorte de paiement pour avoir le privilège de polluer. Nous exhortons les États à revoir leurs ambitions et à adopter des CDN à la hausse, sans compter sur les mécanismes du marché pour sauver l'humanité et la capacité de notre Terre Mère à sustenter la vie.

Les peuples autochtones ont été témoins d'une augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes, devenues encore plus dramatiques que celles vécues par nos grands-parents et présentes dans nos souvenirs. Ces événements extrêmes ont mis à l'épreuve la résilience de nos cultures et de nos peuples et prouvé la valeur et la pertinence de nos systèmes de connaissances. Si aucune action n'est entreprise, ces connaissances inestimables seront perdues. Ce savoir est un élément essentiel de la solution à la crise climatique. Par conséquent, nous avons besoin d'une décision immédiate de la COP23 pour renforcer et améliorer nos systèmes de connaissances en mettant en œuvre la plate-forme de connaissances traditionnelles avec toute la rapidité voulue.

La mise en œuvre de l'Accord de Paris doit se faire dans le respect des engagements pris dans son préambule en ce qui concerne les droits de l'homme et les droits des peuples autochtones. Ceux-ci doivent être inclus dans les modalités de notification des CDN par les parties. Le bilan mondial devrait en outre comprendre une évaluation de l'intégration des principes transversaux et des obligations de l'Accord de Paris, en mettant particulièrement l'accent, de manière transparente, sur les droits fondamentaux des peuples autochtones.

Omatakuiasin,

Merci, monsieur le président.